

Il y aura toujours des gens qui voudront bâtir en commençant par le toit

OPINION - Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (SÉD)

A lors que le directeur du renseignement américain, M. Ratcliffe, accuse la Chine d'être la plus grande menace contre la démocratie et la liberté depuis la Deuxième Guerre mondiale, à cause de sa volonté de domination mondiale, économique, militaire et technologique,⁽¹⁾ l'Europe peine de plus en plus à faire entendre sa voix sur la scène internationale. Elle est incapable de modérer les va-et-vient en-guerre.

La Chine, la superpuissance militaire et politique du futur ?

La Chine n'hésite pas à exercer une pression militaire sur ses voisins. Depuis 1962, elle est en conflit armé avec l'Inde. Elle considère Taiwan comme une partie intégrante de son territoire. En mer de Chine orientale, elle conteste au Japon la possession de plusieurs îlots et en mer de Chine méridionale, elle fait de même envers Brunei, les Philippines, la Malaisie et le Vietnam. Fin octobre 2020, le plénum du Comité central du Parti communiste a adopté un plan 2020-2035 visant à faire de la Chine une superpuissance militaire et politique, sur base de son économie, de son succès dans la lutte contre le Covid-19 et de l'Organisation de coopération de Shanghai, qui groupe 60% des pays eurasiatiques, dont la Russie.

Les États-Unis d'Amérique

Les priorités des États-Unis d'Amérique resteront sous la présidence de M. Biden ce qu'elles sont depuis deux décennies, quel que soit le parti au pouvoir : protéger les Américains du terrorisme islamiste et préserver le statut de première puissance mondiale des États-Unis face à la Chine. Un nouvel emballage ne change en effet rien à la nature de son contenu, et le consensus sur les objectifs de politique internationale, de sécurité et de défense est très grand : les budgets de la défense américains sont presque toujours adoptés au Congrès par des majorités bipartisans.

Des réponses européennes dispersées et donc dérisoires

Le 8 2038, pour 7 milliards €, d'un nouveau porte-avions de 75.000 tonnes.⁽²⁾ Dans le même temps, l'Armée de l'air et de l'espace française a de telles lacunes capacitaires qu'elle n'est plus capable de faire face aux menaces actuelles et l'Armée de terre est à la peine, notamment au Sahel. Le futur porte-avions devrait être capable de s'assurer une supériorité aérienne dans des espaces de plus de 2.000 kilomètres de rayon. Il mettra en œuvre des Systèmes de combat aérien du futur (SCAF) franco-allemand. Ces systèmes comportent des appareils de combat pesant jusqu'à 35 tonnes une fois armés, contre 25 tonnes pour un Rafale, et des drones de tous types.

Le navire aura de plus fortes capacités d'autodéfense que le Charles de Gaulle, il aura un système de combat futuriste, intégrant l'intelligence artificielle. Il mettra en œuvre des armes à énergie dirigée. Il comptera une piste oblique et deux catapultes électromagnétiques, pour lancer et récupérer en même temps des avions, ce qui n'est pas possible actuellement. Les catapultes ne seront plus à vapeur, mais la dépendance technologique et opérationnelle à l'égard des États-Unis d'Amérique est malheureusement maintenue.

Pour maintenir les compétences françaises après la fin de la construction des nouveaux sous-marins lanceurs d'engins, en 2030, la propulsion sera nucléaire. La chaudière comportera deux réacteurs de 220 mégawatts, pour notamment alimenter en courant électrique les nouvelles catapultes. Ils fonctionneront pendant dix ans avant d'être rechargés. La France n'a pas les moyens matériels et humains pour se doter de deux porte-avions, pour disposer en permanence d'un groupe aéronaval.⁽³⁾ Elle ne peut pas compter sur



la Royal Navy, bien que celle-ci ait fait construire deux porte-avions de 60.000 tonnes. Ils sont incapables de faire décoller un avion Hawkeye de surveillance aérienne et de commandement, un élément pourtant indispensable de toute flottille aérienne embarquée, car il permet de surveiller un espace aérien de 500 km de rayon, de diffuser la situation aérienne à l'ensemble de la force aéronavale, grâce à la Liaison 16, et de mener la guerre électronique. Leur capacité de projection de force est limitée : une douzaine d'avions F-35B à décollage court et atterrissage vertical, ce qui leur donne une autonomie et une capacité d'emport d'armes limitées, sont susceptibles d'être embarqués en plus des hélicoptères.

Pourtant, le traité de Lancaster du 2 novembre 2010, entre la France et le Royaume-Uni, établissait un groupe de combat naval, basé sur un porte-avions britannique ou français, une brigade de combat ou *Combined Joint Expeditionary Force*, conçue pour opérer tant sous commandement britannique que français et une base industrielle de défense commune. Dix ans plus tard, le traité n'a produit qu'un canon de 40 mm destiné à armer des véhicules blindés de combat, le missile antichar de moyenne portée Brimstone, un projet de missile de croisière, d'attaque au sol et anti-navire. Les futurs systèmes de combats aériens européens ne seront pas franco-britanniques : le SCAF est franco-germanique, le Tempest unit britannique, italiens et suédois.

Le Brexit oriente le Royaume-Uni vers d'autres partenariats qu'euro-péens, alors que le contexte requiert à l'évidence l'union de l'Europe, pour faire face aux menaces et défis tant sur le plan géopolitique que sur les plans technologiques et industriels. Persévérant dans l'incohérence, le gouvernement de M. Johnson envisage de commander 13 frégates supplémentaires, qui, sans un vrai porte-avions, sont privées d'une capacité de commandement, de fusion des données, d'écoute et d'observation. De temps à autre, toutefois, l'Union européenne (UE) diffuse de bonnes nouvelles. Les 27 sont enfin arrivés ce 10 décembre à un accord sur le budget 2021-2027 et sur le plan de relance économique post-Covid, alors que la décision semblait avoir été prise en juillet.

Le budget de l'Agence européenne de défense pour 2021 se monte à 37,5 millions €. C'est une augmentation de 3 millions € par rapport au budget initial de 2020. Le tableau des effectifs et le plan de travail triennal ont également été approuvés. La progression du budget permet d'assumer (en liaison avec l'état-major de l'UE) le secrétariat de la revue de défense et de la coopération structurée permanente. Si on y ajoute les budgets liés aux projets et aux revenus additionnels, l'agence disposait en 2019 de 112,6 millions €. En 2019, le budget de la défense était de 65 milliards \$ en Russie, de 261 milliards \$ en Chine et de 732 milliards \$ aux États-Unis d'Amérique.

Le parlement italien a engagé le 9 décembre dernier son gouvernement à pousser à la création d'un forum institutionnel où l'avenir de l'UE pourra être discuté, en dépassant une logique purement intergouvernementale. Il envisage un saut qualitatif pour tous les pays qui veulent aller au-delà d'une simple union commerciale et monétaire en construisant une union fiscale et politique. Il ne fera pas de l'Europe une communauté de destin, car il ne propose pas une Europe fédérale. Il ne prend pas en compte les questions de sécurité et de défense. Comme d'autres,⁽⁴⁾ il persiste à vouloir bâtir en commençant par le toit.

Ce n'est pas non plus sur l'OTAN qu'il faut compter

Dans le cadre du processus de réflexion lancé lors du Conseil atlantique de Londres, en décembre 2019, son secrétaire général vient de déposer un rapport contenant pas moins de 138 recommandations. Il va encore consulter les Alliés, les jeunes et la société civile, puis il

soumettra le tout au Conseil atlantique en 2021. Celui-ci accueillera le nouveau président des États-Unis et préparera un nouveau concept stratégique. Cette lourde bureaucratie n'apporte rien à la sécurité de l'Europe. Ce n'est pas de concepts dont nous avons besoin, ni de «renforcer la dimension politique, l'unité et la solidarité de l'Alliance et d'améliorer les processus de consultation politique et la coordination entre les alliés», mais bien de capacités de sécurité et de défense, pour faire face aux menaces.

L'OTAN va tellement mal, notamment à cause de la Turquie, qu'elle se propose d'adopter un code de conduite, une chose à laquelle les avocats spécialisés dans les divorces n'ont semble-t-il pas pensé. Ce code contiendrait quatre principes :

- «1. se consulter sur toutes les grandes questions de sécurité euro-atlantique, y compris avant des opérations militaires affectant les intérêts des Alliés, ou lorsque l'intégrité territoriale, l'indépendance politique ou la sécurité d'un Allié est menacée ou compromise ;
- «2. s'efforcer de bonne foi de régler tout différend dans lequel un Allié pourrait être impliqué avec un autre Allié par des moyens pacifiques et, avant tout, bilatéralement, par le dialogue ;
- «3. s'abstenir de tout blocage motivé par des raisons politiques et portant sur des questions extérieures à l'OTAN ;
- «4. faire rapport sur les interactions bilatérales importantes avec des pays tiers qui ont trait aux intérêts vitaux des Alliés en matière de sécurité.»

M. Erdogan s'engagera-t-il à appliquer ces principes, et tiendra-t-il cet engagement ? Des sanctions devraient l'y aider. Les Américains ont annulé la fourniture d'avions de combat F-35 à la Turquie et sa participation à ce programme, ils ont gelé la mise à niveau de ses F-16 et les licences d'exportation de moteurs pour ses hélicoptères d'attaque.⁽⁵⁾ Le Conseil européen a enfin décidé, le 10 décembre dernier, de sanctionner les personnes et les organisations qui se livrent à des forages illégaux dans les eaux territoriales de la Grèce et de Chypre, mais de sanctions économiques ou d'embargo sur les livraisons d'armes, il n'est pas encore question.

Quant au nouveau concept stratégique de l'OTAN, il servira seulement à tenter de faire croire à M. Macron qu'elle n'est pas cérébralement morte. Le rapport du secrétaire général reconnaît que l'OTAN et l'UE devraient chercher à «redynamiser la confiance et la compréhension au plus haut niveau», par la création d'un élément de liaison politique permanent, tant au sein du secrétariat international de l'OTAN que du Service européen pour l'action extérieure.

Le rapport recommande, vis-à-vis de la Russie de «répondre aux menaces et aux actions hostiles de la Russie d'une manière politiquement unie, déterminée et cohérente, sans retour au statu quo» ; vis-à-vis de la Chine, de «consacrer beaucoup plus de temps, de ressources politiques et d'actions aux défis sécuritaires posés par la Chine», en concertation avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, la Corée du Sud... ; vis-à-vis du terrorisme de «intégrer plus explicitement dans ses tâches essentielles» et vis-à-vis de la cybersécurité, de davantage la prendre en compte.⁽⁶⁾

Peut-on voir autre chose dans ce rapport qu'un constat de carence ?

En 1950, le général Eisenhower disait : «If the free European nations could attain an integration similar to that of the United States, our friends could be strengthened, our own economies improved and the laborious NATO machinery of mutual defense vastly simplified.»⁽⁷⁾ Que ne l'a-t-on écouté ! Car aujourd'hui comme à l'époque, ce ne sont pas les ressources humaines et matérielles qui manquent le plus à l'Europe, ce sont la clairvoyance et la volonté politique.

En Europe occidentale, puis dans l'Europe libérée et réunifiée, beaucoup ont cru trop longtemps pouvoir s'abriter sous le parapluie de la dissuasion américaine. Certains commencent enfin à réaliser que cette époque est révolue depuis le début du XXI^e siècle. Ce n'est pas le cas de la ministre allemande de la défense qui, le 3 novembre, à l'académie militaire de Hambourg, a dit qu'il est illusoire de tenter d'assurer la sécurité, la stabilité et la prospérité en Europe sans l'OTAN et sans les États-Unis d'Amérique. Pour M^{me}

Merkel, l'Europe doit être capable de se défendre et de défendre ses citoyens, de prendre son destin en mains. Comprenez qui pourra.

Le besoin confirmé d'une défense européenne

Une défense européenne est indispensable et urgente. L'attestent, la perte de crédibilité de la dissuasion américaine et les 30 menaces identifiées par l'UE en 2016, dont le terrorisme islamiste, les flux migratoires incontrôlés, l'inaptitude des dirigeants occidentaux à juguler la pandémie Covid-19, alors que le Sud-Est asiatique y arrive parfaitement, ainsi que la résurgence de l'impérialisme, en Russie, depuis 2007, en Chine, depuis 2012 et en Turquie, depuis 2016. Malheureusement, peu nombreux sont ceux qui ont compris ou admis que pour pouvoir créer une défense européenne, une chaîne de commandement politico-militaire légitime et une structure de contrôle démocratique doit avoir été préalablement mises en place. Cela implique d'adopter au niveau européen un mode de gouvernance fédéral.

L'attitude des politiques contemporains me rappelle celle de M. Giscard d'Estaing. Initiateur avec M. Schmidt du Conseil européen en 1974 et de la trompeuse élection directe du Parlement européen en 1979, il a été nommé, le 15 décembre 2001, président de la Convention sur l'avenir de l'Europe, chargée de rédiger une constitution européenne. Il a déposé, en juillet 2003, un troisième projet de traité constitutionnel, rejeté comme les précédents l'avaient été en 1954 et en 1984. Cela a renforcé la méfiance entre les Britanniques et les continentaux suscitée par le sommet d'avril 2003 entre MM. Schröder, Chirac, Verhofstadt et Juncker, sommet qui a tué l'esprit de Saint-Malo, conçu par MM. Chirac et Blair en 1998, et qui avait permis à M. Solana d'ébaucher une politique européenne de sécurité et de défense commune.

Plus est en nous

L'UE n'est pas sortie du marasme depuis lors, et elle n'en sortira pas à 27. Par contre, créer les États-Unis d'Europe, pour assurer la protection de nos intérêts et garantir l'avenir des Européens, au départ d'un petit noyau extensible d'États membres de l'UE et de l'OTAN, c'est possible. Travaillons ensemble à l'union politique de l'Europe et à la défense européenne !

1) Reuters, «China the 'greatest threat to democracy and freedom', US spy chief warns» in *The Guardian*, 3 December 2020 <https://www.theguardian.com/us-news/2020/dec/03/china-beijing-america-democracy-freedom>

2) Le Charles de Gaulle jauge 40.000 t. et l'USS Gerald R. Ford 110.000 t. Celui-ci coûte 10,7 milliards €.

3) Nathalie Guibert, «Le porte-avions «Charles-de-Gaulle» aura un successeur à propulsion nucléaire, annonce Emmanuel Macron» in *Le Monde*, 8 décembre 2020

4) Hugues Bayet & Marc Tarabella, «L'aide médicale comme socle de l'Europe de la Défense» in *Le Vif*, 6 décembre 2020

5) Voir Valerie Insinna, Joe Gould & Aaron Mehta, «Congress has secretly blocked US arms sales to Turkey for nearly two years» in *Defense News*, 8 December 2020

6) Voir Nicolas Gros-Verheyde & Leonor Hubaut, «OTAN 2030 : 138 recommandations pour bâtir l'Alliance atlantique de demain. Plus politique et plus réactive» in *Bruxelles2*, 2 décembre 2020

7) Dwight D. Eisenhower, *Address at The English Speaking Union Dinner At Grosvenor House, Park Lane, London*, 3 July 1951

Pas de relâchement durant les fêtes de fin d'année au Luxembourg

En date du 9 décembre 2020, le Premier ministre, ministre d'État, Xavier Bettel et la ministre de la Santé, Paulette Lenert ont indiqué à la presse que toutes les mesures de restrictions et de fermetures, présentées le 26 novembre dernier et censées prendre fin le 15 décembre 2020, seront prolongées jusqu'au 15 janvier 2021.

Les bars, restaurants, cinémas, parcs d'attractions, activités de jeux et de hasard, foires et salons, centres de fitness, piscines, salles d'escalade, etc. restent

donc fermés. Il n'y aura pas d'assouplissement durant les fêtes de fin d'année. Le couvre-feu de 23h à 6h sera maintenu, y compris durant les fêtes. Nous pourrions toujours accueillir 2 personnes au maximum par foyer. Une seule nouvelle mesure annoncée le 9 décembre, l'interdiction de consommer de la nourriture et des boissons à l'intérieur des centres commerciaux.

Le projet de loi concernant ces nouvelles mesures a été adopté le 15 décembre en séance publique avec les 31 voix des députés de la majorité gouvernementale (DP, LSAP, déi gréng) contre les 29 voix de l'opposition (CSV, ADR, déi Lénk, Piraten). "Nous

fixons la date du 15 janvier mais nous pourrions modifier cela, dans un sens ou dans l'autre, en fonction de la situation sanitaire", a précisé Xavier Bettel.

"La situation est claire. Nous avons toujours un nombre élevé d'hospitalisations au Luxembourg, que ce soit aux soins intensifs ou dans les autres services. Il faut éviter le contact direct. Nous sommes bien conscients que ce sera difficile, particulièrement durant les fêtes de fin d'année. Mais je préfère que l'on renonce à certaines libertés maintenant plutôt que de le regretter durant des années. Tout assouplissement serait aujourd'hui dangereux", a déclaré le Premier ministre.

"Au niveau des chiffres, ceux-ci sont toujours importants. Notre objectif est de faire en sorte que ces chiffres diminuent pour qu'il y ait une situation moins grave vers les hôpitaux. Ce n'est pas encore le cas", a souligné Paulette Lenert. "La position n'est pas très belle pour les fêtes de fin d'année et l'hiver. Les experts nous recommandent d'être prudents. Plus nous serons nombreux, plus le risque sera élevé. Le contact étroit autour d'une table sans masque comporte un risque, que ce soit au restaurant ou à la maison. Nous demandons à tout le monde de faire des efforts pour limiter ses contacts. Si chacun fait sa petite contribution nous pourrions y arriver", a conclu la ministre de la Santé.